

L'hon. M. RALSTON: J'écoute mon honorable ami; il a la parole. J'ai déclaré que je n'approuve pas l'imposition d'un droit sur les cordages de pêche, si mon honorable ami veut le savoir.

M. QUINN: Même s'il faut sacrifier le gagne-pain de 500 habitants de Dartmouth?

L'hon. M. RALSTON: Je n'ai pas mentionné de sacrifice.

M. QUINN: C'est ce que je voudrais savoir.

L'hon. M. RALSTON: Cette industrie fonctionne à Dartmouth, et le chef de l'entreprise a déclaré qu'elle continuerait à fonctionner.

M. QUINN: Ce n'est pas dû au ministère, qui n'en mérite aucun remerciement.

L'hon. M. RALSTON: Nous ne demandons pas de remerciements.

M. QUINN: Je vais vous dire pourquoi la compagnie a décidé de rester à Dartmouth.

L'hon. M. STEWART: C'est encore du bluff.

M. QUINN: Ce n'est pas du bluff. Je vais dire à la Chambre pourquoi la *Consumers' Cordage Company* a décidé de rester à Dartmouth. C'est parce que cette ville lui a accordé une exemption de toute taxe. Voilà un sacrifice de sa part.

L'hon. M. RALSTON: Pour une période déterminée.

M. QUINN: Oui, et à l'expiration de cette période elle pourra entrer de nouveau en pourparlers.

L'hon. M. RALSTON: Mais elle viendra peut-être encore menacer de fermer ses portes.

M. QUINN: Peut-être. Supposons qu'elle le fasse. Je ne suis pas intéressé du tout dans la *Consumers' Cordage Company*, mais je suis intéressé au bien-être de cinq cents personnes à Dartmouth. Que mon honorable ami soit donc juste et qu'il dise s'il prend parti pour les pêcheurs ou la population de Dartmouth.

L'hon. M. RALSTON: Je l'ai déjà dit à mon honorable ami, et je ne puis le répéter plus clairement. Mais je proteste contre la déclaration de mon honorable ami lorsqu'il dit que je ne suis pas juste. Je ne crois pas que cela soit parlementaire.

M. QUINN: J'ai été juste envers le ministre lorsqu'il tâchait de profiter de ses quarante minutes. Je ne l'ai pas interrompu.

L'hon. M. RALSTON: Je croyais que mon honorable ami me posait une question.

M. QUINN: J'ai appelé l'attention sur la question que vous avez posée à l'honorable dé-

puté de Westmoreland (M. Price), et j'y répondais simplement.

L'hon. M. RALSTON: Je crains que votre réponse n'ait pas été satisfaisante.

M. QUINN: Je crois que la Chambre est satisfaite. Il y a une autre question. J'ai sous la main une lettre de la *Nova Scotia Bedding Company*, de Windsor-Junction. Je puis dire tout de suite que ce ne sont pas de mes amis politiques, mais qu'ils étaient des amis du ministre. Cette compagnie désire attirer l'attention sur le droit de douane que l'on se propose d'établir sur la toile de jute non finie, suivant les prévisions budgétaires. Voici ce qu'elle dit:

Nous faisons un grand usage de cette marchandise pour envelopper les balles de matelas que nous expédions. Autrefois, elle entrait en franchise des Etats-Unis. Les hauts fonctionnaires de la douane nous ont avertis que dorénavant elle serait frappée d'un droit de 30 p. 100 lorsqu'elle serait importée des Etats-Unis.

Je signale cela à l'attention de mes honorables amis de l'extrême gauche. La compagnie ajoute:

Nous croyons que c'est aller trop vite. On ne fabrique pas cette marchandise au Canada.

Je demande au ministre des Finances pour quelle raison on frappe cette marchandise d'un droit. Peut-il expliquer à la satisfaction de cette Chambre pourquoi on veut imposer un droit de 30 p. 100 sur un article employé par des manufacturiers et autres personnes de ce pays, lorsqu'aucune industrie au Canada ne le fabrique? Le ministre des Finances ou aucun député ministériel peuvent-ils donner à la Chambre une réponse satisfaisante? Non? Je demande à mon honorable ami le ministre de la Défense nationale d'employer toute son influence pour faire corriger cela. Les frères Stephens, de Windsor-Junction, sont de ses amis.

Le ministre de l'Agriculture a parlé cet après-midi de presque tout, excepté ce qui le regarde. Il a parlé de la convention de Winnipeg et du nouveau chef conservateur; il a traité de l'immigration, de l'oléomargarine, et que sais-je? Pourquoi ne s'est-il pas occupé — et il aurait pu prendre toutes ses quarante minutes pour cela — des choses relevant de son département?

L'hon. M. MOTHERWELL: De la Nouvelle-Ecosse?

M. QUINN: Non, de l'agriculture.

L'hon. M. MOTHERWELL: On n'a pas beaucoup attaqué l'agriculture.

M. QUINN: Non? J'ai entendu plusieurs attaques contre l'agriculture au cours de ce débat.